



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de la Manche  
Commune de **POILLEY** sur le Homme - 50220

**DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE du mardi 30 juillet 2024

Nombre de conseillers  
en exercice : **13**

**Date de convocation :**  
23 juillet 2024  
**Date d'affichage :**  
23 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi 30 juillet à 20h00, se sont réunis les membres du Conseil Municipal sous la présidence de Pierre-Michel VIEL, Maire.

**Membres présents :** 13 > Pierre-Michel VIEL, Sylvie VALLET, Chantal GAZEAU, Bernard DECOENE, Yvon FAROUAULT, Sébastien GUESDON, Sarah DUVAL, Philippe DATIN, Stéphane JOUIN

**Membres excusés ou représentés :** David BOSSARD (pouvoir à Pierre-Michel VIEL), Hervé PAUTRET (pouvoir à Yvon FAROUAULT), Romain JACQUETTE (pouvoir à Sylvie VALLET), Ericka GUESDON (pouvoir à Philippe DATIN)

**Membres absents :**

**Secrétaire :** Chantal GAZEAU

Le procès-verbal du 25 juin 2024 a été approuvé à l'unanimité.

**Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics du bourg de Poilley (délib 2024-07-001)**

Considérant l'appel d'offres « Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics du bourg de Poilley », publié le 7 juin 2024 avec une date limite de dépôt des offres au 15 juillet 2024.

Considérant la commission d'appel d'offre du 12 juillet 2024,

Considérant les auditions qui ont eu lieu le 19 juillet 2024, en présence du COPIL et des services de la DDTM,

Considérant la commission d'appel d'offres du 29 juillet 2024 qui a validé la grille d'analyse désignant l'entreprise TECAM comme la mieux-disante

M. le Maire demande au conseil municipal de délibérer sur le choix de l'entreprise TECAM pour la Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics du bourg de Poilley.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **CHOISI** l'entreprise TECAM pour la Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics du bourg de Poilley, pour un montant de 48 000 € HT.
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tous les documents afférents

**Projet « couverture école » (délib 2024-07-002)**

Considérant le plan de financement exposé et validé en séance ordinaire le 14 mai 2024,

Considérant que la sous-préfecture demande une délibération validant le projet de changement de la couverture école et autorisant M. le Maire à procéder à une demande de DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **VALIDE** le projet de changement de la couverture du bâtiment 2 de l'école
- **AUTORISE** M. le Maire à faire une demande de DETR concernant ce projet

### **Choix du devis – couverture école (délib 2024-07-003)**

Considérant les deux devis demandés par M. Hervé PAUTRET, membre de la commission travaux, pour le changement de la couverture de l'école et détaillés ci-dessous :

- L'entreprise MOTTIER pour un montant de 27 664.28€ HT
- L'entreprise PICHON Anthony pour un montant de 29 032 € HT

M. le Maire demande au conseil municipal de délibérer pour choisir l'entreprise qui fera les travaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **CHOISI** l'entreprise Mottier pour réaliser les travaux. Le devis s'élève à 27 664.28€ HT.
- **AUTORISE** M. le Maire à signer ce devis

### **Tableau des effectifs du personnel (délib 2024-07-004)**

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code général de la fonction publique, notamment le Livre Ier : DROITS, OBLIGATIONS ET PROTECTIONS (Articles L111-1 à L142-3)

Vu le code général de la fonction publique, notamment le Livre III : RECRUTEMENT (Articles L311-1 à L372-2)

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

**Le Maire propose à l'assemblée,**

- **De modifier** le tableau en :
  - Modifiant un poste d'adjoint technique territorial de 25h à 22h30.
  - Modifiant un poste d'adjoint technique territorial de 9h à 13h
  - Créant un poste d'adjoint technique territorial à 17h30
  - Supprimant un poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à 35h après le départ en retraite du responsable technique
- **D'adopter** le tableau des emplois suivant :

CADRES OU EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIF	DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE (Nombre heures et minutes)
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>			
Rédacteur territorial	B	1	35 heures

Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	1	35 heures
Adjoint administratif territorial	C	1	1 poste à 9h
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	1	28h30
Adjoint technique	C	2	2 postes à 30h
Adjoint technique	C	1	1 poste à 28h
Adjoint technique	C	1	1 poste à 35h
Adjoint technique	C	1	1 poste à 21h
Adjoint technique	C	1	1 poste à 24h
Adjoint technique	C	1	1 poste à 17h30
Adjoint technique	C	1	1 poste 22h30
Adjoint technique	C	1	1 poste à 13h
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	1	1 poste à 30h
<b>TOTAL</b>		<b>14</b>	

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 15 août 2024,

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget de la commune de Poilley, chapitre 012.

**Avenant à la convention constitutive de groupement de commandes pour la fourniture d'électricité - Participation financière des membres (délib 2024-07-005)**

M. le Maire rappelle que le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) a constitué un groupement de commandes permanent d'achat d'électricité et de services associés depuis 2016 afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant la procédure de mise en concurrence ;

M. le Maire précise que cette mission de coordonnateur, exercée à titre gracieux par le syndicat depuis 2016, présente plusieurs intérêts pour les membres du groupement (sécurisation des procédures d'achat d'électricité, fédération des besoins, maîtrise des dépenses, gestion courante, stratégie d'achat...) ;

M. le Maire indique que le SDEM50 a constaté l'augmentation croissante des frais engendrés pour l'exercice de la mission de coordonnateur, au vu :

- Du temps de recensement des besoins des membres du groupement et la complexité croissante des marchés de fourniture d'électricité,
- De la gestion courante du groupement d'achat pour le compte des 298 membres,
- De la stratégie d'achat - en constante évolution – demandant expertise (formation), veille et anticipation

M. le Maire indique que par délibération en date du 12 octobre 2023, le comité syndical du SDEM50 a décidé d'instaurer une participation financière à la charge des membres du groupement à compter de l'exercice 2024 afin de renforcer les moyens que le syndicat consacre à ce groupement au bénéfice de l'ensemble des 298 membres ;

M. le Maire précise que cette participation financière est établie en fonction du nombre de point de livraison (PDL) du membre intégré dans le périmètre du groupement et qu'elle est d'un montant de :

- 6€/PDL/an avec un minimum (plancher) de 50 euros pour les collectivités – établissements adhérents au SDEM50
- 10€/PDL/an avec un minimum (plancher) de 50 euros pour les collectivités – établissements non adhérents au SDEM50 ;

M. le Maire précise que les collectivités et établissements ayant comme vocation unique l'action sociale ou éducative sont exonérés du versement de la participation financière ;

M. le Maire que les éventuelles modifications de la convention constitutive doivent être approuvées dans les mêmes termes que la convention initiale ;

M. le Maire sollicite les conseillers municipaux sur ce dossier.

-----

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1414-3-II;

VU, le code de la commande publique ;

VU, l'avenant à la convention constitutive du groupement de commandes ci-joint en annexe ;

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** M. le Maire à signer l'avenant à la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture d'électricité et services associés instituant le versement d'une participation financière au bénéfice du SDEM50, coordonnateur du groupement.

La séance est terminée à 21H25.

Le Maire : Pierre-Michel VIEL

La secrétaire de séance : Chantal GAZEAU